

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Séance du mardi 8 octobre 2024
14 heures 30

RELEVÉ DE DÉCISION

Objet : Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST)

Lieu : Préfecture du Gard, salle Erignac.

Présidence :

- M. Jean-Louis BIOU, directeur de la citoyenneté, de la légalité et de la coordination, préfecture du Gard, président du CODERST par délégation.

Membres participants :

- M. Cyrille ANGRAND, chef du SER, DDTM 30,
- Mme Léa POCANDI, adjointe à la cheffe de service SPAE, DDPP 30,
- Mme Frédérique LELIEVRE, UID DREAL 30-48
- MmeChristelle DUCLOS, ARS DT 30,
- M. Gérard BLANC, conseiller départemental,
- M. Bernard DUCROS, maire d'Orsan,
- M. Sébastien BAYART, maire de Codolet,
- Cdt Pascal DUPUIS, SDIS 30,
- Mme Sophie GAUTARD, médecin,
- M. Jean-Louis FANLO, ingénieur chimiste,
- M. Vincent VALLES, hydrogéologue, professeur des universités,
- M. Vincent RAVEL, président de la Fédération de la pêche du Gard,
- M. Jean-Francis GOSSELIN, président de la Société de protection de la nature du Gard,
- M. Jean-Paul BOURNONVILLE, président d'honneur de France Chimie Méditerranée,
- M. Bernard DESANDRE, président de l'UFC Que choisir Nîmes,
- M. Henry BRIN, représentant les professionnels du bâtiment,
- M.Philippe CAVALIER, représentant la profession agricole.

Membres ayant donné mandat ou ayant transmis leur avis :

- M. Sébastien FERRA, DDTM : mandat donné à M. Cyrille ANGRAND, chef du service environnement et forêt à la DDTM du Gard,
- Mme Armelle MARLET (Ingénieur conseil) : mandat donné au représentant de l'ARS DT 30.

Autres participants (non membres) :

- Mme Clotilde BELOT, cheffe de la division énergie air Est DREAL Occitanie,
- M. Régis MORVAN, chargé de mission DREAL Occitanie
- M. GUILLOTEAU Rémi, chef de pôle climat et énergie, Nîmes Métropole,
- M. Olivier LEFRANC, directeur de la voirie, ville de Nîmes,
- M. Eric LANSADE, chef du bureau de la réglementation générale et de l'environnement, DCLC,
- Mme Christelle BROCHE, bureau de la réglementation générale et de l'environnement, DCLC.

La séance du CODERST est ouverte par le directeur de la citoyenneté, de la légalité et de la coordination (DCLC) de la préfecture du Gard, représentant le secrétaire général de la préfecture.

Le quorum étant atteint (16 membres présents et 2 mandats acceptés), le président débute la séance par l'approbation, sans modifications, demandée aux membres du conseil, du compte-rendu de la précédente séance du mardi 04 juin 2024.

Préalablement à l'examen du dossier présenté à l'ordre du jour, le directeur souhaite la bienvenue aux nouveaux membres du CODERST, dont la composition a été renouvelée par arrêté préfectoral, publié au recueil des actes administratifs (RAA) le 23 septembre 2024.

DOSSIER 1 :

Service instructeur: DREAL OCCITANIE

Rapporteurs : Mme Clotilde BELOT, cheffe de la division énergie air Est à la DREAL Occitanie et M. Régis MORVAN, chargé de mission à la DREAL Occitanie.

Pour avis

Rappels principaux :

La directive européenne 20085/50/CE sur la qualité de l'air, retranscrite en droit français au code de l'environnement, impose l'élaboration d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA) pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants, ou dans lesquelles les valeurs limites ou cibles de qualité de l'air ne sont pas respectées ou risquent de ne pas l'être.

A ce titre, l'agglomération nîmoise a fait l'objet d'un premier PPA en 2016, couvrant l'ensemble de la zone urbaine, soit 80 communes et 6 EPCI parmi lesquels le conseil régional, le conseil départemental, la communauté d'agglomération Nîmes Métropole, plusieurs communautés de communes et la ville de Nîmes.

Six polluants* sont ciblés avec pour objectifs le respect des valeurs réglementaires, (Organisation mondiale de la santé et directive européenne).

Projet de PPA présenté aux membres du CODERST :

La situation actuelle constatée est plutôt satisfaisante sur le territoire concerné, des dépassements de valeurs sont néanmoins parfois constatés.

Dans ce contexte, il a été acté de procéder à la révision du PPA, lancée lors du comité de suivi de septembre 2022.

La présentation du projet de PPA au CODERST pour avis constitue une étape réglementaire de la procédure de révision. Le CODERST dispose d'un délai d'un mois pour demander d'éventuelles modifications au projet.

Le projet présenté ce jour n'apporte pas de nouvelles contraintes réglementaires et propose de renforcer et d'enrichir certaines des actions dans le cadre d'un accompagnement et d'un engagement volontaire des acteurs locaux pour mettre en œuvre ces actions.

* dioxyde d'azote, particules, particules fines, ozone, dioxyde de soufre, ammoniac.

Pour un meilleur résultat, quatre thématiques ont été identifiées afin de cibler les actions à engager et à renforcer :

- transport et mobilités,
- activités économiques,
- mesures intersectorielles,
- chauffage au bois.

Le détail de ces actions (présentation, objectifs, calendrier, évaluation...), qu'elles soient nouvelles ou reconduites, sont détaillées dans le plan d'action transmis aux membres du CODERST. Portées par les différents acteurs impliqués, sous la gouvernance d'un comité de pilotage (COPIL), elles font également l'objet d'une modélisation permettant d'évaluer les impacts bénéfiques sur les 6 polluants pris en compte ainsi que sur le gaz à effet de serre.

En conclusion, la mise en œuvre du PPA de l'aire urbaine de Nîmes devrait permettre d'atteindre les nouvelles valeurs cibles fixées par l'OMS ainsi que les seuils réglementaires de la future directive européenne qualité de l'air ambiant pour l'horizon 2030.

Prochaines étapes :

Les membres du CODERST disposent d'un délai d'un mois à compter de ce jour pour formuler d'éventuelles remarques.

Les collectivités concernées seront ensuite consultées et disposeront d'un délai de trois mois pour formuler un avis.

Les remarques et avis seront pris en compte par la DREAL Occitanie préalablement à la mise à enquête publique d'une durée d'un mois.

Enfin, un PPA finalisé sera soumis à approbation (en tenant compte du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur).

Compléments lors des débats :

M. Gosselin souhaite savoir si une fois la directive européenne adoptée, le volet réglementaire devra à nouveau évoluer et impliquer une nouvelle révision du PPA.

Mme Bélot explique que les évolutions réglementaires imposées par la directive sont déjà prises en compte dans la détermination des seuils et des valeurs inscrites dans le plan d'action. Elles feront l'objet d'une évaluation dans cinq ans, au moment de la révision du PPA.

M. Desandre souhaite savoir si les collectivités territoriales sont accompagnées dans la mise en place pratique des actions proposées comme l'incitation à la création de pistes cyclables, à la mise en place de bornes de recharges pour véhicules électriques etc. On constate par exemple à Nîmes l'absence de parkings relais à certains endroits de la ville, pourtant fortement fréquentés.

Enfin, se dirige t-on vers une interdiction à terme, de tous les véhicules à moteur diesel en agglomération nîmoise ?

La DREAL Occitanie précise que les actions proposées sont des actions incitatives d'accompagnement, basées sur l'engagement volontaire des collectivités, qui sont compétentes en matière de mobilités.

A ce titre, plusieurs aides financières sont mises en place (Fonds vert : 3 millions d'euros pour financer la création de pistes cyclables, location de vélos de longue durée, pôle d'échange etc.).

Pour ce qui concerne l'aire urbaine de Nîmes, l'instauration de la ZFE (zone à faible émission) dans l'ensemble de l'agglomération prendra effet au 1^{er} janvier 2025. Le principe de la ZFE vise à interdire, en cas de pic de pollution, l'accès à la zone concernée des véhicules les plus polluants.

M. Brin rappelle la nécessité de ne pas trop contraindre certains professionnels (bâtiment, santé etc.). La ZFE, par exemple, pourrait contraindre les nombreux artisans disposant d'un véhicule trop polluant à ne plus pouvoir exercer dans le périmètre impacté.

M. Lefranc complète le propos sur la ZFE en précisant que cette mesure n'est pas un choix du maire de Nîmes, mais que néanmoins elle sera « portée » par la ville de Nîmes au profit de l'ensemble du périmètre de l'aire urbaine.

S'agissant des relevés d'émission de particules fines, M. Vallès suggère que soit différenciée l'émission due à l'activité humaine de celle résultant de phénomènes naturels. Cette observation sera transmise à ATMO Occitanie, organisme chargé de mesurer la qualité de l'air, pour prise en compte.

Enfin, M. Fanlo s'étonne que la problématique *odeur* induite par le phénomène de pollution de l'air ne soit pas mentionnée dans le PPA, en précisant que c'est pourtant la première façon, pour l'être humain, de percevoir la pollution.

La DREAL Occitanie prend en compte cette remarque. En agissant sur la qualité de l'air, on agit de fait sur la pollution olfactive ; néanmoins c'est un argument à mettre en avant dans le cadre de la sensibilisation des partenaires et du grand public.

En l'absence d'autres remarques ou questions, le directeur demande aux membres présents et représentés du CODERST de procéder au vote.

Avis du CODERST : Avis favorable à l'unanimité sur le projet de PPA soumis au CODERST.

L'ordre du jour étant écoulé, le président remercie les participants et lève la séance.

Le président,